



FACTORHY

AVOCATS

3 MINUTES POUR L'ACTUALITE

Charges sociales – Protection sociale complémentaire • #15 •
27 juillet 2023

Work in progress

Retraite supplémentaire : dans le cadre du projet de loi « Industrie verte », plusieurs amendements ont été adoptés à l'Assemblée nationale concernant les Plans d'épargne retraite (PER). L'un de ces amendements prévoit notamment un encadrement du transfert collectif des avoirs d'un « article 83 » vers un PER obligatoire (PERO).

Rétroplanning

Juillet 2023 : mention du montant net social sur les bulletins de paie.

À noter

Bonus-malus sur les cotisations chômage : un décret du 20 juillet 2023 précise les modalités selon lesquelles les employeurs peuvent demander aux Urssaf la transmission des données relatives au nombre de fins de contrat et de contrats de mise à disposition pris en compte pour la modulation de la cotisation d'assurance chômage.

110 euros / mois

soit le nouveau plafond de rentes à partir duquel les assureurs peuvent procéder à une sortie en capital des rentes de retraite supplémentaire (contre 100 euros auparavant).

Work in progress

Partage de la valeur : compte tenu de la clôture de la session extraordinaire du Parlement le 21 juillet 2023, le projet de loi relative au Partage de la valeur sera examiné par le Sénat à la rentrée.

Nouveautés

Retraite supplémentaire : outre le rehaussement à 110 euros par mois du plafond des rentes de « faible montant », un arrêté du 17 juillet 2023 est venu préciser que la transformation en capital de ces rentes peut être également réalisée en cours de versement (et non uniquement au moment de la liquidation du contrat).

Work in progress

Réforme des retraites : dans le cadre de la réforme des retraites, six projets de décret d'application sont en cours d'examen par la CNAV. Ces projets portent notamment sur :

- le dispositif de cumul-emploi retraite, et plus précisément les modalités de dépôt et de traitement de la deuxième demande de pension de retraite (avec prise en compte des nouveaux droits acquis) et de calcul et versement de cette dernière ;
- la revalorisation des minima de pension ;
- les règles d'attribution de la surcote parentale au-delà de 63 ans ;
- les conditions de rachat de trimestres pour études supérieures ou stages en entreprise.

À noter

Intéressement et participation : dans une publication du 13 juillet 2023, le GIP-MDS prolonge jusqu'en 2024 la tolérance permettant aux établissements financiers agissant sur délégation de l'employeur de ne pas procéder au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sur les droits à intéressement et participation versés directement aux salariés.

Work in progress

PSC des fonctionnaires : le 18 juillet 2023, la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DAGFP) a présenté aux organisations syndicales un projet d'accord interministériel relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité, invalidés, décès) dans la fonction publique de l'État.

Nouveautés

Réduction de cotisations patronales pour les salariés sapeurs-pompiers volontaires : dans le cadre de la lutte contre le risque incendie, la loi du 10 juillet 2023 met en place, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026, une réduction de cotisations patronales sur les rémunérations versées aux salariés sapeurs-pompiers volontaires. Cette réduction, d'un montant de 2.000 euros par an et subordonnée à certaines conditions, porte sur les rémunérations inférieures à 1,6 SMIC.